

Préparatifs Épé-Ékpé 2026 P.3

Le peuple Guin se donne à nouveau en spectacle



Marché financier régional

Le Trésor public togolais a finalement retenu 33 milliards FCFA P.3

Hebdomadaire Togolais Indépendant

NI NEUTRE, NI PARTISAN

250 FCFA

Downia

Le Monde

N° 864 du 08 / 04 / 2026

MEMBRE: MEDIAF

Pêche

La production halieutique en nette progression au Togo

P.5



● 36250 tonnes de poissons produits en 2025

Togo P.3

356 nouveaux gendarmes prêts à renforcer la sécurité nationale



Bénin/ Campagne électorale

Agriculture : le candidat Wadagni mise sur l'innovation et la prospérité

P.5



Le candidat Romuald Wadagni

Football / D2

Arabia FC devient l'Union Sportive de Yoto

P.6



Le bureau dirigeant de l'US Yoto

Inclusion financière P.5

Lomé accueille le BankAssur Forum & Awards en octobre

Fait divers

Il rate 139 son examen de permis de conduire

Dans la ville de Tarnow, dans le sud-est de la Pologne, un homme a enfin obtenu son Code de la route après neuf ans et 139 tentatives, le 11 mars dernier, rapporte la télévision publique polonaise TVP. Il tentait depuis 2017 de réussir l'examen théorique lui permettant d'accéder aux cours de conduite pour obtenir le permis. Mais il utilisait pour s'entraîner des logiciels incomplets, qui ne disposaient pas de toutes les questions potentiellement posées lors de l'épreuve.

« Après avoir commencé à utiliser la version complète du programme avec toutes les questions, il s'est rapproché de plus en plus d'un résultat positif, en ratant de moins en moins de points, jusqu'à finir par l'avoir », a confié le directeur du centre d'examen à la télévision publique.

Des records incroyables

Résultat : neuf ans d'attente et surtout 1.800 euros dépensés, car chaque passage de l'examen du Code de la route coûte 13 euros en Pologne (contre 30 euros en France), note le média local Tarnow Nasze Miasto. Heureusement pour cet homme, il n'y a pas de nombre maximal de tentatives dans le pays.

Dounia Le Monde

Édité par le Groupe de Presse « Matinée Internationale »

Récépissé N° 24 du 1er août 1998
BP: 30277

Email: dlatatine1@gmail.com
Siège: Agoè sur la route de contournement

20ème année

Directeur de Publication: Joachim Kokou LOKO
Cél: 90 33 54 86
Rédacteur en chef: Régis TALIKPETI
Cél: 90 88 11 65

Rédaction: Jean-Jacques OMA-IRE
Jean H.
André BABA
Othniel Papasron
Jean Jacques Mawu

Imprimerie: Direct Print

Comment ça va ?

Très bien: Ibrahim Traoré

Le président burkinabé, le Cpt Ibrahim Traoré est en train de marquer quoi qu'on dise son passage à la tête du Burkina Faso. Certes, ses méthodes peuvent faire objet de contestations, -lorsqu'il invite notamment les africains à fuir lorsqu'on leur parle de démocratie- mais ce sont les résultats qui comptent au finish, et surtout que ses concitoyens ne trouvent pas d'inconvénient. Parlant justement de méthode, le président actuel du Faso a réussi à fédérer toutes les couches de la société autour de ses idéaux, ce qui se concrétise par la construction des autoroutes. Et sa promesse, c'est que toutes les provinces en seront dotées. Une construction à laquelle participent parfois les populations dans un élan patriotique. En plus, il a réussi aujourd'hui à pacifier une bonne partie du pays, jadis cerné par une horde de terroristes, éloignant donc de jour en jour la menace djihadiste. Ce qui est intéressant avec ce jeune président, c'est qu'il dit ce qu'il entend faire, ce qui permet de mesurer ses actions sur le terrain.



Bien: Félix Edoh Amenounve

Félix Amenounve, Directeur actuel de la Bourse régionale des valeurs mobilières (Brvm), un Togolais dont il faut se rendre fier. Entre temps marginalisé, il a fait de la BRVM, institution présente dans les 8 pays de l'UEMOA, une place qui compte en Afrique de l'Ouest, capable d'attirer des émetteurs, des investisseurs et des capitaux à l'échelle régionale et internationale. Et il ne compte pas s'en arrêter là. Son ambition est encore d'aller plus loin en construisant un marché panafricain intégré, capable de mobiliser l'épargne du continent au service du financement du développement africain. Les Togolais généralement présents dans les institutions internationales sont des références à leurs postes, ce que confirme Félix Amenounve à la Tête de la structure boursière de la sous-région.



Mal: Trump-Netanyahu

Une honte. Celle de voir certains pays voter contre la criminalisation de l'esclavage. Les Etats-Unis, Israël et l'Argentine en l'occurrence. Cela n'étonne pas de les voir aller contre le bon sens. Les Etats-Unis, un des pays ayant profité le plus de cette traite honteuse pendant 400 ans et qui est incapable de reconnaître son passé criminel. La position de l'Argentine n'étonne outre mesure. Ce pays est pratiquement le seul à avoir systématiquement éliminé les personnes n'ayant pas la peau blanche, et ceci par plusieurs méthodes. La position la plus étonnante reste celle d'Israël, un peuple qui a pourtant connu une persécution



terrible et donc qui devrait comprendre la démarche initiée par l'Afrique. Mais hélas, son dirigeant actuel Benjamin Netanyahu est aveuglé par son désir de s'accrocher au pouvoir, tant pis si sa méthode choque. La décision de Donald Trump elle autre n'étonne guère, ce dirigeant depuis son élection à la tête des Etats-Unis s'est rendu champion des actes et décisions lunaires.

Santé

"Vieillir n'est pas une force destructrice"

Comment lutter contre l'âgisme peut vous aider à vivre plus longtemps

● Surmonter les préjugés liés à l'âge

Swift souligne la nécessité de remettre en question les stéréotypes tant au niveau culturel qu'individuel, par exemple au sein de nos familles et à travers les modèles que nous observons. Dans une étude de 2016, 85 % des personnes interrogées ont indiqué avoir au moins un modèle de vieillissement réussi, la plupart citant des membres de leur famille, comme leurs parents et grands-parents. Ces personnes avaient par conséquent une vision moins négative du vieillissement que celles qui n'avaient pas cité de modèle.

Il est indispensable de faire évoluer les valeurs et les normes culturelles concernant les attentes envers les personnes de différents âges, ainsi que les stéréotypes qui se développent autour de certaines tranches d'âge, explique Swift. "Il est également important que chacun puisse entrer en contact avec des personnes de différents groupes."

Des recherches ont démontré que les interventions intergénérationnelles sont associées à une réduction significative de l'âgisme et sont relativement peu coûteuses. Dans les zones bleues, par exemple, ces régions du monde où l'espérance de vie atteint souvent plus de 100 ans, la vie multi-générationnelle et les réseaux sociaux solides sont courants. Elles contribuent à la longévité en aidant à lutter contre la solitude et en renforçant les liens sociaux.

"On dit qu'il faut tout un village pour élever un enfant... pourquoi n'a-t-on pas dit qu'il faut tout un village pour soutenir une personne âgée ?", s'interroge Raina. "Nos communautés doivent être au service des jeunes et des moins jeunes", affirme-t-il.

Dans son livre, Levy a développé la méthode ABC pour renforcer une vision positive de l'âge. Le A consiste à prendre conscience des croyances liées à l'âge. "Une façon d'y parvenir est de tenir un journal de ses croyances liées à l'âge : noter toutes les croyances que l'on rencontre dans tous les aspects de sa vie pendant une semaine", explique-t-elle.

Le B consiste à identifier les responsabilités et à réfléchir aux situations où l'âgisme pose problème. "On a tendance à imputer nos problèmes au vieillissement plutôt qu'à l'âgisme", dit-elle. Par exemple, "si un professionnel de santé refuse à une personne l'accès à un soin préventif en prétextant qu'elle est trop âgée, il est préférable de considérer cela comme de l'âgisme plutôt que le vieillissement lui-même."

Le C consiste à remettre en question la validité des stéréotypes. Par exemple, on pense souvent que nos fonctions cognitives déclinent simplement avec l'âge. Or, une étude a montré qu'un engagement soutenu dans l'apprentissage de nouvelles choses... Des activités comme le patchwork et la photographie numérique peuvent améliorer la fonction mnésique chez les personnes âgées.

En définitive, l'âgisme est l'un des rares préjugés susceptibles de toucher la plupart des gens à un moment ou un autre de leur vie. Le combattre, selon la science, sera bénéfique à tous.

Préparatifs Épé-Ekpé 2026

Le peuple Guin se donne à nouveau en spectacle

Un rite classé au patrimoine culturel immatériel de l'humanité de l'Unesco devenu un spectacle de désolation. Épé-Ekpé ou prise de la pierre sacrée. La 363ème prévue cette année s'annonce déjà électrique. En cause, le choix du koley Nii Mantchè comme personne devant se rendre dans la forêt pour la prise de la pierre sacrée. Ce choix du Régent Kangni Folly-Bebe fortement contesté risque de transformer la prochaine cérémonie en bataille rangée entre deux camps.

La 363ème édition de la prise de la pierre sacrée à Glidji Kpodji connaît-elle le spectacle désolant du temps fort des tensions entre les filles et fils Guin ? Tout le laisse entrevoir. Le ton a été donné le 2 avril, date devant baliser la voie à cette prise de la pierre sacrée. La réunion préparatoire est partie dans tous les sens. La cause, une lettre du régent Asafo Atsè Kangni

Folly-Bebe, en date du 30 mars 2026, désignant le prêtre koley Nii Mantchè comme personne devant ramener de la forêt la pierre sacrée pour cette édition. Ce personnage qui a déjà cristallisé les tensions entre le peuple Guin et écarté entre temps risque de cristalliser une fois de plus toutes les attentions. Pour une partie des adeptes, le régent a pris effet et cause pour certains prêtres pour la



Prise de la pierre sacrée (archives)

conduite des rituels, au détriment d'autres figures influentes du milieu traditionnel. La réunion tenue en fin mars pour mieux préparer la cérémonie s'est muée en contestation, les détracteurs de Nii Mantchè réclamant d'ailleurs la tête du régent qui n'aurait aucune légitimité à leurs yeux.

Selon les textes qui réglementent cette cérémonie, l'organisation incombe à trois localités, en l'occurrence Glidji, Agbodrafo et

Aného. Le temple SAKUMO de Glidji-kpodji a un rôle central dans la coordination des cérémonies. Et la lettre d'invitation aux autres temples doit être envoyée irrévocablement dans la première semaine d'avril. Mais visiblement, ces lignes directrices sont en train d'être foulées aux pieds, ce qui risque d'avoir des conséquences pour l'image de la cérémonie.

Un risque de crédibilité pour Épé-Ekpé

Ce rituel de la prise de la

pierre sacrée qui marque la nouvelle année du peuple Guin risque de prendre un sérieux coup. Pour cause, elle a été classée en 2025, Patrimoine culturel immatériel de l'humanité de l'UNESCO. Cette reconnaissance est censée donner une grande visibilité à cette cérémonie avec pour conséquence, un afflux de touristes dans le milieu. Malheureusement, les tensions affichées au grand jour sont en train de réduire à néant les efforts des différentes entités, étatiques comme locales pour l'inscription de ce rendez-vous au patrimoine immatériel.

La prise de la pierre sacrée est prévue pour août ou septembre 2026 et devait symboliser l'unité et la continuité des traditions ancestrales du peuple Guin. Mais les signaux envoyés par les adeptes vont plutôt dans le sens contraire.

Archange T. Faré

Togo

356 nouveaux gendarmes prêts à renforcer la sécurité nationale

356 nouvelles recrues de la Gendarmerie nationale en fin de formation et issues de la classe 2024 ont prêté serment en fin de semaine dernière au Tribunal de Kpalimé, ceci pour renforcer le dispositif sécuritaire au Togo.

« La prestation de serment est une étape fondamentale dans l'entrée en carrière du gendarme. C'est un engagement solennel devant la nation, la loi et les citoyens », a expliqué le commandant du groupement de gendarmerie Plateaux-Ouest, Colonel N'tsougan Adowodji.

Devant un parterre d'officiels, ils ont juré « obéissance et respect à la hiérarchie » et « de ne faire usage de la force

que pour le maintien de l'ordre et pour l'exécution de la loi ». Avant leur intégration, les nouveaux gendarmes ont suivi une formation au Centre national d'instruction (CNI) de Kara, et à l'École nationale de gendarmerie à Lomé, où ils ont obtenu le certificat d'aptitude à la gendarmerie (CAG).

« L'engagement que vous venez de prendre n'est pas une promesse à la légère. L'honnêteté et l'intégrité sont des valeurs fondamentales qui doivent guider chacun de vos actes. Vous êtes désormais investis d'une mission noble au service de la loi et de la République », a indiqué le président du tribunal de Kpalimé, Komlanvi Akakpo.

Ces nouveaux gendarmes prennent fonction dans un contexte marqué par des défis sécuritaires nécessitant une présence renforcée des forces de défense et de sécurité sur le terrain. Leur déploiement vise à consolider le maillage sécuritaire, notamment dans les zones sensibles, et à améliorer la capacité d'intervention face aux menaces.

Les missions de la gendarmerie nationale

La Gendarmerie nationale fait partie intégrante des Forces armées togolaises (FAT). Elle veille à la sûreté publique et assure le maintien de l'ordre et l'exécution des lois, son action s'exerçant sur toute l'étendue du



Prestation de serment des nouveaux gendarmes

territoire. La gendarmerie assure essentiellement les missions de police administrative, de police judiciaire et de police militaire. Elle participe également au fonctionnement des administrations et services publics, elle peut intervenir à l'occasion de son service ordinaire mais aussi en service extraordinaire, principalement par voie de réquisition. Elle

participe aussi aux missions de renfort extérieur, sous l'égide des organisations internationales ou régionales (ONU, CEDEAO...), tant pour des renforts individuels qu'en unités constituées, telles que les FPU ou pelotons de sécurité rapprochée (Darfour, Côte d'Ivoire, Mali, etc.).

Tinos et republiquetogolaise.com

Gestion des risques et catastrophes

Vers une coordination renforcée dans le Grand Lomé

Dans le Grand Lomé, les efforts s'intensifient pour renforcer les dispositifs de gestion des risques et de prévention des catastrophes. Mercredi 1er avril à Lomé, une rencontre a réuni les principaux acteurs impliqués, notamment les maires des 13 communes, les préfets, ainsi que les responsables administratifs et techniques, autour des enjeux liés à la coordination et à la réponse face aux inondations.

La réunion, présidée par le ministre de l'administration territoriale, de la gouvernance locale et des affaires coutumières, Hodabalo Awaté, intervient dans un contexte marqué par des pluies diluviennes ayant occasionné d'importants dégâts dans plusieurs localités du Grand Lomé. Elle vise à renforcer la synergie d'action entre les différents intervenants afin d'améliorer la gestion des situations d'urgence.

Les échanges ont permis de

faire le point sur les dispositifs existants, d'identifier les insuffisances en matière de communication et de coordination, et de proposer des pistes d'amélioration. Une attention particulière a été accordée aux questions d'assainissement, de prévention et de mobilisation des acteurs locaux, considérées comme essentielles pour limiter les risques d'inondation.

A l'issue des échanges, les participants ont convenu de renforcer la collabora-



Le Gouverneur Kassa Traoré et le ministre Awaté Hodabalo

tion entre les structures concernées et de maintenir une veille permanente sur

le terrain, afin de mieux anticiper et gérer les prochaines intempéries.

Bénin/ Campagne électorale

Agriculture : le candidat Wadagni mise sur l'innovation et la prospérité

Contenue dans la priorité 2 du projet de société 2026-2033 du candidat Romuald Wadagni et intitulée : « une économie diversifiée et compétitive », l'agriculture est l'un des secteurs clés sur lequel mise le candidat Wadagni. Il a pour ambition de bâtir une agriculture moderne, performante et génératrice de richesse.

La campagne pour la présidentielle du 12 avril prochain bat son plein au Bénin. Le duo Wadagni-Talataki sillonne toutes les contrées du Bénin afin de présenter au peuple Béninois un projet de société structurant qui repose sur 3 priorités. Parmi ces priorités, une part belle est faite à l'agriculture qui est l'une des clés de voute de l'économie béninoise. Ce secteur a connu un développement fulgurant ces dix dernières années sous le président sortant Patrice Talon. C'est à juste titre que le candidat de la mouvance présidentielle entend consolider les acquis tout en accélérant la mutation du monde rural.



Le candidat Romuald Wadagni

En une décennie, le Bénin a profondément renforcé ses capacités agricoles grâce à des investissements structurants. Les périmètres irrigués ont été multipliés par quatre, attei-

gnant plus de 26 000 hectares en 2025, réduisant ainsi la dépendance aux aléas climatiques. Parallèlement, la mécanisation s'est intensifiée avec plus de 400 000 hectares labourés à l'aide d'engins modernes et la mise à disposition de milliers de kits de tracteurs subventionnés.

Cette dynamique s'est accompagnée d'une meilleure organisation des filières agricoles, avec la création de huit interprofessions en 2025 contre trois en 2016, et la priorisation de treize filières stratégiques. Résultat : une hausse significative des productions, notamment le riz, le soja et le coton, ce dernier positionnant le Bénin comme premier producteur africain. Dans le même élan, plusieurs projets sont en cours de réalisation, dont la construction d'un laboratoire de production de vitro plants pour améliorer les rendements, le lancement d'un programme de 5 000 entrepreneurs avicoles, ainsi que le développement d'infrastructures pour la production de viande et la pêche.

Des réformes structurantes au cours de la période 2026-2033

Pour les années à venir, le candidat mise sur des réformes structurantes. L'accent sera mis sur l'accès au financement des producteurs, la modernisation de l'agriculture par les technologies numériques (drones, intelligence artificielle, capteurs) et le renforcement des infrastructures d'irrigation et de mécanisation. La création d'un centre national de recherche génétique est également envisagée pour améliorer la qualité des productions animales. Par ailleurs, une innovation majeure réside dans la mise en place d'un dispositif de protection sociale des agriculteurs. Ce mécanisme combinera assurance, épargne et retraite agricole afin de sécuriser durablement les revenus face aux aléas climatiques et économiques. Il prévoit également une meilleure structuration de la production et un système de compensation en cas de pertes. À travers cette vision, Romuald Wadagni ambitionne de faire de l'agriculture un véritable levier de prospérité, capable d'améliorer durablement les conditions de vie des populations rurales et de soutenir la croissance économique du Bénin.

Joachim Loko

Cameroun

Maurice Kamto dénonce l'instauration d'une « monarchie républicaine »

Un projet de révision constitutionnelle relance les tensions politiques au Cameroun. Le texte prévoit la création d'un poste de vice-président nommé directement par le chef de l'État. L'opposition, menée par Maurice Kamto, dénonce une réforme susceptible de modifier les règles de succession présidentielle.

Le Parlement camerounais examine un projet de révision constitutionnelle qui prévoit l'instauration d'un poste de vice-président nommé par le chef de l'État. Cette réforme modifierait le mécanisme actuel de succession en cas de vacance du pouvoir. Maurice Kamto, président du Mouvement pour la Renaissance du Cameroun, a vivement critiqué cette initiative, qu'il estime contraire aux principes démocratiques.

Un mécanisme de succession par nomination

Au cœur de la discorde se trouve le futur mode de



désignation du dauphin constitutionnel. Jusqu'à présent, la Loi fondamentale prévoyait qu'en cas de vacance du pouvoir, le président du Sénat assure l'intérim et organise une élection présidentielle dans des délais stricts. Le nouveau projet de loi bouleverse cet équilibre : le vice-président, choisi par Paul Biya, prêterait désormais serment immédiatement pour terminer le mandat en cours en cas d'empêchement

définitif du président. Pour les détracteurs du régime, cette réforme permettrait de transférer le pouvoir sans passer par les urnes, transformant le suffrage universel en une simple formalité administrative.

L'accusation d'un transfert de pouvoir de « gré à gré »

Maurice Kamto ne mâche pas ses mots face à cette évolution institutionnelle qu'il juge liberticide. L'opposant affirme que le

pouvoir en place tente de légaliser une transmission « de gré à gré » du plan administratif vers le plan politique. En évoquant une dérive vers une dynastie héréditaire ou népotiste, il pointe du doigt le risque de voir un proche ou un membre de la famille présidentielle installé à la vice-présidence. Selon lui, cette réforme contrevient directement à l'article 64 de la Constitution actuelle, qui interdit toute modification portant atteinte aux principes démocratiques fondamentaux du pays.

Une résistance organisée par voie de pétition

Face à ce qu'il considère

comme un « malheur politique », le leader du MRC appelle à une mobilisation citoyenne dépassant les clivages partisans. Il a annoncé le lancement imminent d'une vaste campagne de pétition en ligne pour permettre aux Camerounais d'exprimer leur rejet de ce projet. Cette initiative vise à réaffirmer la souveraineté du peuple dans le choix de ses dirigeants, alors que Paul Biya, âgé de 93 ans, vient d'entamer son huitième mandat. Le bras de fer est désormais engagé entre une opposition qui invoque les textes de l'Union africaine et un camp présidentiel qui défend une réforme qu'il juge « légale et rationnelle ».

NUMÉROS UTILES

CHU Tokoin	22 21 25 01
CHU Campus	22 25 77 68
Commissariat Central	22 25 47 39
Sûreté Nationale	22 21 28 71
Sapeurs pompiers	118 ou 22 21 67 06
Gendarmerie	172 ou 22 22 21 39
Police secours	117
Renseignement	119

Marché financier régional

Le Trésor public togolais a finalement retenu 33 milliards FCFA

Le Togo a bouclé vendredi 3 avril une nouvelle sortie sur le marché des titres publics de l'Umoa. En quête de 30 milliards FCFA via une émission simultanée de Bons (BAT) et d'Obligations assimilables du Trésor (OAT), le pays a finalement retenu 33 milliards FCFA. Au total, les investisseurs ont proposé une enveloppe de 120 milliards FCFA, soit 402,39 % de taux de couverture. Selon les résultats de l'émission, le Trésor public a mobilisé les 33 milliards FCFA sur les obligations



assimilables du Trésor (OAT), rémunérées sur des maturités

de 3, 5 et 7 ans, à des taux d'intérêt respectifs de 6,15 %, 6,35 % et 6,50 %.

Cette nouvelle opération porte à 82,5 milliards FCFA le total des ressources collectées par le Togo depuis le début de l'année, soit 17,82 % de l'objectif fixé à 463 milliards FCFA. Objectif : financer le budget, gestion 2026, qui s'équilibre en recettes et en dépenses à 2751,5 milliards FCFA.

Inclusion financière

Lomé accueille le BankAssur Forum & Awards en octobre

La capitale togolaise s'apprête à devenir, les 26 et 27 octobre prochains, le point de convergence des acteurs africains de la finance à l'occasion de la première édition du BankAssur Forum & Awards. Cette rencontre panafricaine, consacrée à l'inclusion financière et à la transformation des services financiers, est une initiative du Forum des marchés financiers en Afrique.

L'événement réunira décideurs publics, institutions bancaires, compagnies d'assurance, fintechs et investisseurs autour des défis liés à l'accès aux services financiers sur le continent.

Placée sous le thème « la finance pour tous », cette première édition ambitionne de renforcer la collaboration entre banques, assurances et acteurs technologiques, dans un environnement en pleine mutation. « Le rappro-

chement entre la banque et l'assurance n'est plus une option, mais une évidence stratégique », a indiqué Bertrand Eba, président du comité d'organisation.

À travers ce cadre d'échanges, les organisateurs souhaitent faire émerger des solutions concrètes adaptées aux réalités africaines. Les discussions porteront notamment sur la digitalisation des services, les enjeux réglementaires, l'innovation fintech et la conception de produits d'assurance inclusifs.

Au programme figurent des panels, des sessions de formation, un marché financier virtuel ainsi qu'un segment



dédié à la promotion du Togo auprès des investisseurs. L'événement sera également marqué par un gala de distinction, qui mettra à l'hon-

neur les initiatives les plus innovantes dans les secteurs bancaire et assurantiel, engagées en faveur de l'inclusion financière en Afrique.

Pêche

La production halieutique en nette progression au Togo en 2025

Le secteur de la pêche au Togo confirme sa bonne dynamique. En 2025, la production nationale de poissons a atteint 36.250 tonnes, selon les données du budget citoyen 2026. Ce volume traduit une

hausse significative par rapport aux années précédentes, notamment 2024 (23.776 tonnes) et 2023 (24.229 tonnes), illustrant la montée en puissance progressive du secteur halieutique. Dans le détail, la région Maritime s'impose comme le principal pôle de production avec 25.696 tonnes. Elle est suivie par la région des Plateaux (9.217 tonnes). Plus



loin derrière, les régions de la Kara et des Savanes enregistrent respectivement 727 tonnes et 499 tonnes. La région Centrale affiche une production de 34 tonnes, tandis que Lomé Commune contribue à hauteur de 77 tonnes. Cette performance s'explique notamment par le renforcement des capacités des acteurs, la promotion accrue de l'aquaculture ainsi que l'amélioration de l'accès aux intrants et aux équipements. Pour 2026, les prévisions tablent sur une production de 33.977 tonnes, soutenue par un investissement estimé à 62.490.100 FCFA.

tonnes. Cette performance s'explique notamment par le renforcement des capacités des acteurs, la promotion accrue de l'aquaculture ainsi que l'amélioration de l'accès aux intrants et aux équipements. Pour 2026, les prévisions tablent sur une production de 33.977 tonnes, soutenue par un investissement estimé à 62.490.100 FCFA.

Tinos

GROUPE DE PRESSE MATINEE INTERNATIONALE
ÉDITEUR DES JOURNAUX: DOUNIA LE MONDE, TOGO SPORTS ET DU MAGAZINE MATINEE INTERNATIONALE

Communication Magazine Presse Média

Tel: +228 90 33 54 86 / 90 04 75 24
lonestojoo@gmail.com
BP: 30277 Lomé - Togo
Route de contournement Agoè, près de l'église Pentecotiste d'Adjougba

Éducation

738 salles de classe construites entre 2024 et 2025

La dotation des localités en infrastructures éducatives modernes se poursuit. Entre 2024 et 2025, 738 salles de classe ont été construites dans l'ensemble des cinq régions du pays. C'est ce qui ressort des dernières statistiques du ministère de l'éducation nationale publiées dans le budget citoyen 2026. Ces réalisations concer-

nent la construction de blocs de trois et de quatre salles de classe. Les Savanes, les Plateaux et la Centrale sont les régions ayant bénéficié d'un nombre important d'infrastructures. Ces investissements visent notamment à améliorer les conditions des apprenants et des enseignants, et à favoriser de meilleurs résultats scolaires. Ils



contribuent également à limiter le recours aux abris provisoires. Pour 2026, l'exécutif prévoit la construction de 844 salles de classe, pour un investissement estimé à 8,3 milliards FCFA.

La démarche s'inscrit dans une dynamique plus large de modernisation du système éducatif, portée par l'exécutif, qui multiplie les actions en faveur de l'accès équitable à une éduca-

tion de qualité. Au-delà des constructions, des efforts sont consentis en matière de formation des enseignants et de renforcement de la gouvernance du secteur.

Togo/Demande en ligne du certificat de nationalité

Plus de 127.000 demandes traitées, des défis à relever

Lancée en décembre 2024, la digitalisation des demandes de certificat de nationalité et de duplicatas poursuit son déploiement. À fin mars 2026, 127.791 demandes ont été traitées sur 165.557 requêtes reçues sur la période.

Ces chiffres, dévoilés le lundi 31 mars par la Direction de la nationalité, du Sceau et de l'identité civile, indiquent une adoption progressive de la plateforme numérique par les usagers. De fait, le dispositif

accessible sur le guichet national des services publics digitalisés permet aux citoyens d'introduire leurs demandes à distance, de suivre l'évolution de leurs dossiers et de limiter les déplacements vers les services administratifs.

Des défis à relever

Cette phase d'adaptation à la digitalisation s'accompagne de plusieurs difficultés constatées au cours du déploiement. Il s'agit notamment des lenteurs intermittentes du système, des



contraintes liées à l'outil pour certains usagers et agents, ainsi que des ajustements nécessaires pour optimiser la performance de la plateforme, révèlent les responsables. À ce jour, 17.311 demandes sont

ainsi en attente de correction et 20.555 en attente de dépôt. « Ces difficultés s'inscrivent dans une phase normale d'adaptation inhérente à toute réforme structurelle de cette envergure », a expliqué la di-

rectrice du Sceau, de la Nationalité et de l'identité civile, Tchamdja-Kpatcha Kobauyah, "consciente des désagréments rencontrés par les usagers". D'ailleurs, des mesures correctives sont actuellement engagées pour remédier aux difficultés : « l'administration reste pleinement mobilisée pour assurer une stabilisation rapide du système et garantir un service public de qualité conforme aux attentes des usagers », a rassuré la directrice.

Pour rappel, le certificat de nationalité est un document administratif essentiel qui atteste officiellement de l'appartenance d'un individu à un État. Il constitue un lien juridique fondamental entre le citoyen et la nation et conditionne l'accès à plusieurs droits civiques, politiques et administratifs.

Football / D2

Arabia FC devient l'Union Sportive de Yoto

Le paysage footballistique de la préfecture de Yoto amorce un nouveau virage. Réunis en Assemblée générale le samedi 4 avril 2026 à Tabligbo, les responsables d'Arabia FC, club évoluant en deuxième division togolaise, ont entériné un changement majeur dans l'histoire de la formation.

Le club portera désormais le nom d'Union Sportive de Yoto (US Yoto). À travers cette nouvelle identité, les dirigeants ambitionnent de renforcer l'ancrage local de l'équipe et de mobiliser davantage les populations autour du projet sportif. L'objectif affiché est de bâtir une formation représentative de toute la préfecture, capable de susciter une adhésion populaire.

Les travaux de cette Assemblée générale ont également été marqués par la présenta-

tion d'un bilan des activités couvrant la période 2017-2025. Une rétrospective qui a permis de mettre en exergue les progrès réalisés, tout en soulignant les défis à relever pour les prochaines années.

Dans la continuité de cette dynamique, l'équipe dirigeante a été consolidée avec l'arrivée de nouveaux membres. À la tête du club, le président Ali Adamou est désormais chargé de conduire cette phase de transformation et d'insuffler une nouvelle ambition à l'US Yoto. Une ouverture a été faite à la jeunesse de la préfecture, ainsi le dynamique et jeune Brice Kodjo fait son entrée dans le bureau en tant que 2ème Vice-président.

Avec ce changement d'identité et une gouvernance renforcée, le club entend s'inscrire durablement dans une trajectoire de progression et compter da-



Le bureau dirigeant de l'US Yoto

vantage sur l'échiquier du football togolais.

Composition du bureau de l'US Yoto :

Président : Ali Adamou
1er Vice-président : Koudaya Koffi Michel

2ème Vice-président : Brice Kodjo

3ème Vice-président : Fiomagne Yaovi

Secrétaire Général : Ouro Agoro Abressi

Secrétaire Général Adjoint : Viagbo Sylvestre

Trésorier : Tanssindja Lantam
Trésorier Adjoint : Viagbo Fiofine

Chargé à la communication : Dabla Yao Maurice

Chargé à l'organisation : Alodjisso Luc

La grande saison agricole est bien partie au sud du Togo

Avec la régularité des pluies ces dernières semaines, les agriculteurs dans la partie sud du Togo y voient déjà une saison agricole très prometteuse si les pluies ne s'estompent en cours de chemin.

Dans la préfecture de Zio, précisément à Abobo (région maritime), les producteurs sont plus que motivés par l'issue de la saison et se

donnent à cœur joie pour faire avancer leurs travaux champêtres.

Les sarclages en cours dans la préfecture de Zio au sud Togo @agridigitale.tg Sur plusieurs exploitations familiales de la localité, le maïs pousse déjà très bien. "Juste à voir la façon dont les pluies se sont déclenchées cette année, nous n'en avons pas vu au pareil moment de l'année passée. S'il n'y a pas de rupture



Le Gombo et l'excès d'eau ne font pas bon ménage

Le gombo est une plante qui aime la chaleur et c'est quand il fait bien chaud que les fleurs s'épanouissent. Et ce sont ces fleurs qui vont donner par la suite les fruits.

Les producteurs témoignent que c'est facile à cultiver mais rappelle que cette culture a des exigences spécifiques qui conditionnent sa bonne croissance et son rendement. Plus il fait chaud, plus la production de gombo est importante

"En période de pluie, il y a trop de fraîcheur et d'humidité. Non seulement cela entraîne beaucoup de maladies pour la plante, il faut savoir que trop d'eau n'est pas bon pour le gombo. Donc pendant les périodes qu'il fait chaud, le gombo fait beaucoup de fleurs pour

privilégier les périodes de forte chaleur pour la production avec un système d'irrigation bien-sûr", ajoute-t-elle.

Parmi les variétés les plus prisées et consommées aujourd'hui au Togo, on retrouve Volta, Clemson, Lima, Konni, Kpédévi et Dikabè. Chacune de ces variétés possède des caractéristiques spécifiques en termes de rendement, de résistance aux maladies et d'adaptation aux conditions climatiques.

En ce qui concerne le sol, le gombo préfère des terres riches en matières organiques. Les sols limone-sableux sont particulièrement adaptés.

Le sol doit être léger, profond, bien structuré et suffisamment aéré pour

précoce de pluie, la saison sera très bonne", lance-t-il à la référence africaine.

Il faut noter que si certains ont déjà semé depuis le mois de février, d'autres sont en phase de sarclage ou en fin de sarclage attendant de semer.

"Selon la tradition ancestrale, nous sommes dans le 8ème mois agricole. Le dé-

compte commence en Janvier-Février en même temps avec le 6ème, 7ème mois pour Février-Mars et 8ème mois pour Mars-Avril. Donc, s'il faut lancer la campagne, ce sera dans le 9ème mois agricole, si la pluie ne cesse pas", partage l'agriculteur Daniel.

Mais en attendant, ils ont quand-même profité des

pluies de Février appelées "Ada tsi" pour faire des semis espérant avoir, soit du maïs frais au bout de trois mois ou du maïs sec après cinq mois.

"Ces semis, nous les faisons par hasard, attendant le moment convenable pour nous de lancer véritablement", fait-il savoir.



donner beaucoup par la suite des fruits", confie Dr Sélom Ahonon, Responsable programme national culture maraichère à l'ITRA (Institut Togolais de Recherche agronomique).

"On peut produire le gombo presque toute l'année, mais sa croissance se ralentit considérablement en période fraîche. Pour maximiser la production, il est donc conseillé de

permettre un bon développement racinaire.

Pour améliorer la fertilité du sol, il est recommandé d'apporter du compost ou du fumier bien décomposé avant le semis. Cela permet non seulement d'enrichir le sol, mais aussi d'améliorer sa structure.

Un sol fertile favorise une croissance vigoureuse des plantes et une production abondante de fruits.



exoneration.otr.tg

Gest
exo

Plateforme de demande et d'octroi des exonérations et franchises au cordon douanier



Office Togolais des Recettes - CIR

FEDERER POUR BATIR
www.otr.tg





Soyez **vigilants**, ne vous faites pas avoir !

Pour toute vente aux enchères,
l'OTR ne vous demandera **jamais**

- de vous inscrire via **WhatsApp**,
- de payer des frais via **mobile money (Mixx ou Moov money)**

**8201**POUR TOUTES
INFORMATIONS

Office Togolais des Recettes - OTR

FEDERER POUR BATIR
www.otr.tg